

<p style="text-align: center;">Réponse à la Consultation publique de l'ARCEP concernant Le Projet de plan de fermeture du réseau de boucle locale cuivre d'Orange Avis de M. CR. Delime utilisateur du réseau ADSL classé en zone non commercialisé</p>

En réponse a votre consultation publique concernant « *Projet de plan de fermeture du réseau de boucle locale cuivre d'Orange* ». je souhaite vous faire part de mon expérience. En effet, Lors de l'installation de la fibre par Orange dans la commune de Chelles 77500, j'ai eu la visite d'une personne qui m'a proposé d'installer la fibre Orange a mon domicile.

A ma demande, de réaliser une installation de la fibre en utilisant le fourreau utilisé par mon installation actuelle ADSL cette personne m'a indiqué qu'elle ne faisait que des installations aériennes(!...). j'ai donc refusé et saisi le service de réclamations d'Orange par lettre recommandée. J'ai reçu une réponse qui ne répondait nullement a la question posée a savoir pourquoi Orange (ou son sous-traitant) refusait une installation de la fibre, dans un fourreau souterrain utilisé par le câble ADSL et imposait une installation aérienne (et sans démontage de l'installation ADSL). Je précise, qu'actuellement ma ligne ADSL est aérienne sur le domaine public et passe, dans la partie privative, dans ce fourreau souterrain. (il suffisait donc de remplacer le câble actuel par la fibre)... J'ai donc conservé mon installation ADSL. Cela pose le problème de la désinstallation du réseau cuivre dans le domaine privé... En l'espèce j'observe que cet aspect n'est pas abordé dans les dossiers d'Orange ni de l'ARCEP mis en consultation publique. Mais la situation vient d'évoluer ...

En effet, Orange vient de m'informer par un mail récent que "*les offres internet ADSL ne sont plus commercialisées depuis le 1^{er} février 2022 a mon adresse*" et me précise dans son message "*que sans changement d'offre de votre part vous garderez votre connexion ADSL*". (jusqu'a quelle date ?) Mais bien entendu, j'ai bien compris que cette situation devient précaire et qu'il convient dès lors, d'apprécier les conditions pour passer a la fibre... Chez Orange ou ailleurs !...

J'ai parcouru les documents faisant l'objet du projet de plan de fermeture du réseau cuivre d'Orange publiés sur le site internet de l'ARCEP soumis a consultation publique et je n'ai rien trouvé concernant la désinstallation des lignes ADSL dans le domaine privé y compris dans le cadre de la substitution qui devient obligatoire pour moi d'un câble ADSL par une fibre. Car il apparait aujourd'hui et par expérience que lors d'une installation fibre, Orange (ou ses sous-traitants) refusent actuellement le démontage de la ligne ADSL pour installer une ligne fibre. Cela je peux le comprendre sur le domaine public qui relève notamment de la compétence réglementaire notamment de l'ARCEP et de la présente consultation publique.

En revanche, concernant l'installation (ADSL ou Fibre) dans le domaine privé, en l'espèce, la compétence juridique du propriétaire est totale sur sa propriété et doit s'imposer a l'opérateur. En effet, Il n'appartient pas juridiquement, dans la partie privée de l'installation, a l'opérateur d'imposer une installation aérienne Fibre si le fourreau souterrain est utilisé par le câble ADSL devenu obsolète. En l'espèce, le remplacement du câble ADSL par la Fibre, dans le fourreau, doit être la règle.

En conclusion, il me semble que le régulateur doit intervenir afin de préciser explicitement par des dispositions réglementaires opposables aux opérateurs pour traiter la désinstallation dans le domaine privé du réseaux cuivre existant dans le cadre d'un passage obligé de l'ADSL à la Fibre.